

Dominique Voynet : « **les évacuations policières sans relogement sont une impasse.** »

Point presse samedi 31 juillet 2010 à 10h à l'Hôtel de Ville de Montreuil, suivie de la visite d'un village d'insertion pour populations roms piloté par la Ville.

Suite aux récentes déclarations du chef de l'Etat et du ministre de l'intérieur concernant « les gens du voyage », la maire de Montreuil condamne d'une part **l'amalgame entre populations tsiganes et populations roms** qui démontre une bien piètre connaissance du dossier de la part de Nicolas Sarkozy, et d'autre part celui qui est fait, dans des déclarations officielles, **entre ces populations et la « délinquance »**.

Si on peut comprendre la démarche de certains propriétaires privés demandant à la justice le droit de récupérer leur bien squatté, il est inadmissible que les forces de l'ordre jettent à la rue des familles avec enfants sans **aucune solution d'hébergement**.

Alors que le chef de l'Etat a annoncé « *l'évacuation de la moitié des campements dans les trois mois* », Dominique Voynet alerte une nouvelle fois le gouvernement sur les conséquences de ces expulsions qui vont indéniablement provoquer **l'errance de centaines, voir de milliers de personnes dans le département** de la Seine-Saint-Denis. **Les familles concernées ne vont pas aller taper à la porte de l'Elysée ou de la Place Beauvau, mais à celles des maires des communes concernées.**

La maire de Montreuil avait déjà alerté le premier ministre dans une lettre datée du 9 décembre dernier, sur la situation dramatique des roms à Montreuil et dans les communes limitrophes, et sur **l'incapacité pour les villes, déjà étranglées financièrement par les baisses de dotations de l'Etat, à prendre en charge la totalité de ces situations d'urgence qui relèvent de politiques nationales et européennes.**

« Expulser sans reloger ni définir une stratégie globale, même à grands renforts de communication politique, c'est déplacer les problèmes sans les régler, au prix de souffrances supplémentaires pour des familles qui sont déjà dans une très grande précarité, en particulier les enfants ».

Depuis 2008, la Ville de Montreuil a, elle, choisi de ne pas éluder cette question difficile, ni de la traiter par la répression qui ne sert à rien, mais de prendre **sa part de responsabilité pour l'accueil et l'intégration des familles roms**, prioritairement celles qui sont installées depuis longtemps dans la commune (enfants nés ou scolarisés à Montreuil, etc.).

Elle l'a fait, malgré la faiblesse de ses moyens, avec **la création de villages d'insertion** et la mise en place de la plus grande Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale de France qui assure à 330 personnes de la communauté Rom un hébergement digne, un accompagnement social, sanitaire et professionnel et la scolarisation des enfants, dans le cadre **d'un contrat qui précise les droits et les devoirs des bénéficiaires.**

Cette politique est difficile et impopulaire, mais parfaitement assumée par la municipalité et la grande majorité des élus du Conseil municipal.

Il n'est néanmoins pas acceptable que les contribuables montreuillois soient les principaux contributeurs d'un dispositif qui répond à une problématique nationale et européenne.

Dominique Voynet demande à nouveau au gouvernement de prendre ses responsabilités, et d'abandonner la seule logique sécuritaire qui a déjà prouvé son inefficacité. Le gouvernement doit traiter cette question sous un angle humanitaire pour les situations d'urgence en aidant davantage les communes, et sous un angle diplomatique avec les autres pays et l'Union Européenne pour **que cesse la stigmatisation et le rejet de cette communauté qui dure depuis des siècles**, au profit de **programmes durables de sédentarisation et d'insertion**.

La situation de la communauté tzigane française est très différente et ne doit pas être amalgamée, sauf en ce qu'elle subit également discrimination et racisme, jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. **Montreuil est un bon exemple de sédentarisation réussie de ces populations**, avec plusieurs dizaines de familles présentes dans la ville depuis près d'un siècle. Certaines occupent des terrains municipaux en toute légalité, en gardant leur mode vie traditionnel en caravane.